

"Henri Brugmans: L'unité de l'Europe" dans Cahiers du Monde nouveau (Juin 1947)

Légende: En juin 1947, le Néerlandais Henri Brugmans, président de l'Union européenne des fédéralistes (UEF), souligne l'importance du fédéralisme pour la reconstruction économique, politique et sociale de l'Europe.

Source: Cahiers du Monde nouveau. Revue mensuelle. 1947, n° 6; 3e année. Paris.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"henri_brugmans_l_unite_de_l_europe"_dans_cahiers_du_monde_nouveau_juin_1947-fr-bc106aea-c1a9-4dee-a6e7-7e4f2b977bed.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

I

La revendication de l'unité européenne est entrée dans le domaine de la politique immédiate et réelle. Et cela n'est pas dû seulement à cause de la propagande, faite par M. Churchill, le comte Coudenhove-Kalergi, M. van Zeeland et les vingt-sept mouvements affiliés à l'Union européenne des Fédéralistes. Les vrais responsables de cette évolution, ce sont les événements eux-mêmes. Plus l'horizon devient obscur, plus les Européens commencent à se rendre compte de leur condition commune et plus leurs aspirations commencent à se concrétiser. Comme l'écrivit l'*Observer* récemment : « Le mot d'ordre de M. Attlee en 1939, « l'Europe doit se fédérer ou périr », pouvait sembler alors un mouvement oratoire, maintenant il est devenu une constatation précise des faits, puisque nous voyons l'Europe périr sous nos yeux, à cause de son manque d'unité. »

Essayons donc d'analyser la situation de notre continent, d'un point de vue économique, politique et social. Les conclusions, sans doute, s'imposeront d'elles-mêmes.

II

Matériellement, nos perspectives sont des plus sombres. Un pays comme la Hollande, par exemple, a perdu pendant cette guerre quelque 1 200 milliards de francs français d'avant guerre, c'est-à-dire la moitié de sa fortune nationale ; son *hinterland* allemand est ruiné ; elle doit fournir un effort financier et militaire considérable en Indonésie ; elle doit faire face à des tâches de reconstruction qu'elle ne peut assumer qu'à grand-peine. Quelle est l'issue ?

Dans ce cas précis (et dans celui d'à peu près tous les autres pays d'Europe), la solution classique est la suivante : travaillez beaucoup et exportez le plus que vous pourrez.

Mais un tel mot d'ordre est difficile à réaliser.

D'abord il y a, en Europe, une lassitude générale, et l'on se demande comment on donnera le choc psychologique à nos populations. Nous aurions besoin d'un idéal commun, d'un enthousiasme collectif, entraînant les nations dans leur ensemble, mais il n'existe plus d'idéal national proprement dit.

Et puis comment pourrions-nous, à la longue, augmenter nos exportations, si tout le monde a la même ambition fiévreuse ? Comme il y eut la course « aux armements, il y a la course aux exportations, la course aux emprunts, la course aux débouchés. Tous les peuples essayent de faire des « plans » nationaux, mais, dans le domaine international, le schéma classique de la « libre concurrence » triomphe. De cette façon, nous allons au-devant de nouvelles crises, — nous le savons d'ailleurs, mais nous y allons quand même, désespérément. Si l'évolution actuelle doit se poursuivre, on se sent incapable d'indiquer la moindre raison pour reprendre espoir.

III

Nous pensons qu'il n'y a qu'une seule alternative : le planning international, organisé et contrôlé par les Européens, et au service de l'Europe. Il se peut que la Commission économique européenne, qui siège à Genève, devienne un jour le noyau d'une institution supranationale, capable de prendre en main cette tâche.

Mais est-il possible de créer une économie planifiée, à l'échelle internationale, sans disposer des cadres politiques nécessaires ? N'avons-nous pas besoin, d'abord, d'un pouvoir légal, d'une autorité exécutive constituée et d'un appareil administratif européens ? A cette objection essentielle, je voudrais répondre par deux remarques de principe, qui peut-être vont éclairer le débat.

Premièrement, nous devons créer, en effet, des formes politiques adéquates et des organismes institutionnels, pour pouvoir stimuler et contrôler la coopération économique et l'intégration fonctionnelle

que nous souhaitons. Ici, je me sépare de M. van Zeeland, qui semble vouloir préparer l'unité européenne en travaillant uniquement dans le domaine économique et culturel, en se désintéressant de la politique ; j'estime que sa position est purement théorique, et que c'est précisément en présentant une conception politique d'ensemble que nous ferons triompher notre cause.

Deuxièmement, j'estime que les formes et organismes politiques qu'il faut envisager diffèrent profondément de ceux des États nationaux actuels, et cela non seulement par leurs proportions, mais aussi par leur nature structurelle même. Il ne me semble pas du tout utopique de penser à une autorité supranationale, par exemple à une régie autonome, responsable de toute la production houillère ou de toute l'électricité en Europe. Je vois encore très bien des chemins de fer fédéraux de l'Europe, ou un institut de clearing européen, totalisant l'ensemble des relations financières de notre continent. Dès aujourd'hui, un bureau central de la main-d'œuvre européenne serait possible et même indispensable, puisque, d'une part, à peu près tous les pays manquent de bras, alors que des dizaines de milliers de *displaced persons* traînent dans des camps, dont le moins qu'on puisse dire est que leur administration laisse plus ou moins à désirer.

De telles organisations « corporatives » (je m'excuse du terme) pourraient fonctionner dès maintenant, je le répète ; elles pourraient comprendre des délégués de toutes les nations intéressées, et elles seraient en quelque sorte une préfiguration de l'Europe future, avant la naissance d'un « gouvernement » ou d'un « parlement » européen proprement dit.

Mais, d'autre part, il est évident qu'une fois qu'on aura mis le doigt dans l'engrenage, on sera obligé d'aller toujours plus loin, et alors la politique y passera !

Les organismes spécialisés auront besoin d'un contrôle général ; le charbon devra être coordonné avec les transports, l'industrie avec l'agriculture, les textiles avec la métallurgie. De même, il deviendra indispensable de traiter le problème douanier, qui, peut-être, sera résolu plus efficacement par la voie fonctionnelle que par des négociations entre États-nations (les deux méthodes, du reste, ne s'excluent en aucune façon).

Enfin, il ne s'agit point du tout, dans notre esprit, d'organiser une économie européenne fermée, nationaliste et autarcique. Dès le début, la lutte contre l'anarchie européenne devra être considérée comme une œuvre d'assainissement général, comme une contribution à la prospérité et à la paix mondiales. Une Europe pauvre et désunie est incapable de travailler à un ordre humain ; elle peut être colonisée, mais son absence en tant que force organisée reste un obstacle majeur à la naissance d'un équilibre durable dans le monde. Nous trouvons notre premier objectif chez nous (« la charité commence *at home* », comme disent les Britanniques), mais nous ne concevons ni le fédéralisme européen sans solidarité mondiale, ni une fédération mondiale, sans organisation fédérale de l'Europe.

Jamais il ne s'agira d'opposer l'Europe au monde ou inversement. Bien au contraire, nous avons continuellement en vue tous les éléments du problème : en proposant notre conception politique d'ensemble, nous n'oublierons pas les réalisations plus ou moins modestes, d'ordre pratique, qui sont possibles dès aujourd'hui. Mais nous refusons de nous enfermer dans un réformisme dit « réaliste », qui, en fin de compte, n'empêchera jamais aucune catastrophe, puisqu'il ne donnera jamais aucun espoir nouveau. Nous prenons les problèmes de détail comme des exemples du problème d'ensemble, et ils nous serviront pour donner aux peuples des leçons de faits. Nous ne sommes ni « politiciens » ni « techniciens », nous sommes « institutionnalistes », qui ne voulons abandonner aucun terrain de reconstruction ou de lutte. Nous sommes fédéralistes, qui combattons le chaos européen pour préparer des unités mondiales plus viables, et travaillons à la naissance d'organismes de sécurité mondiale pour que l'Europe puisse vivre et prospérer.

IV

De quelque côté qu'on aborde le problème, on aboutit aux questions politiques. Nous voulons insuffler aux peuples de notre continent une foi agissante et leur montrer une perspective ? C'est une conception politique qu'il faut leur proposer. Nous voulons vaincre les réticences et la résistance des intérêts lésés (car il y en aura toujours dans les grandes transformations historiques) ? C'est dans la volonté politique des masses qu'il faut puiser la force nécessaire. Nous voulons organiser l'Europe dans le monde ? Mais, tout de suite, on nous

posera des questions d'ordre politique.

Et notamment, nous devons avoir une réponse prête pour tous ceux qui veulent savoir quelle est notre attitude envers la politique des « blocs », bloc « Atlantique », bloc « occidental » ou « oriental », bloc des « démocraties », bloc « contre la réaction ». Essayons de formuler notre point de vue avec le maximum de netteté.

Nous dirons d'abord qu'à notre avis tout plan d'unification qui n'embrasserait qu'une partie de l'Europe ne serait pas viable d'un point de vue simplement économique.

Regardons notre continent. Il a été industrialisé très fortement, de Brest à la Silésie, de Norköping à Milan, alors que la « périphérie » est beaucoup plus agricole (l'Espagne, l'Italie du Sud, les Balkans, la Hongrie et la Pologne). S'il existe une solidarité concrète à organiser, c'est bien celle-ci, puisque (grossièrement parlant) une sphère doit nourrir l'autre, alors que la première doit procurer à la seconde l'outillage dont elle a besoin. Bien entendu, ce n'est point une « colonisation » économique que nous avons en vue, mais, au contraire, une interpénétration de plus en plus féconde. Nous savons que les pays ci-devant plus « primitifs » commencent à s'industrialiser à leur tour. En soi, nous n'y voyons aucun inconvénient, mais, si cette évolution se poursuit sous l'impulsion du nationalisme, elle sera catastrophique pour tous.

Seule l'unité fonctionnelle de l'Europe permettra le développement conscient, planifié et harmonieux des différentes régions, les unes en relation avec les autres.

Mais comment aborder de telles solutions économiques de salut public commun, alors que l'Europe est divisée par trois lignes de démarcation : l'une passant par les Pyrénées, une autre par la frontière grecque, la troisième s'intitulant « rideau de fer » ? La réponse est claire : le fédéralisme européen ne trouvera son vrai sens qu'en combattant la politique des partages et des blocs comme son ennemi numéro un.

V

Des millions d'Européens sont hantés par ce problème : « Si la guerre éclate entre la Russie et les États-Unis, de quel côté serons-nous ? » Beaucoup d'entre nous ont déjà choisi, la plupart hésitent encore, mais nous, les fédéralistes européens, nous refusons le choix.

Nous refusons, non point par pacifisme sentimental, mais parce que nous savons qu'une adhésion à l'une des deux grandes puissances en cause ne peut que stimuler les forces de guerre. Nous refusons de nous laisser intégrer dans un bloc — dans le bloc du « moindre mal » — parce que nous ne pouvons avoir une sympathie inconditionnée pour l'un des deux antagonistes. Jamais nous ne pourrions retrouver dans ce conflit éventuel l'ardeur qui nous a permis d'abattre Hitler. Nous pensons qu'une troisième guerre mondiale signifierait probablement la fin de toute civilisation humaine (et non point le triomphe du Socialisme ou de la Liberté sur le globe) ; elle ne ferait qu'aggraver la situation, en créant des problèmes nouveaux, et en mettant d'autres trous béants à côté de celui qui s'appelle l'Allemagne. Ensuite, nous savons que les masses européennes ne marcheraient jamais de plein cœur contre une fédération de peuples qui, malgré tout, ont fait une certaine révolution socialiste. Nous savons enfin que l'Amérique, en nous proposant comme slogan de guerre : « la Démocratie et l'Entreprise privée », n'aura jamais le pouvoir de nous ouvrir une perspective de société nouvelle.

Une victoire totale russe signifierait : le Guépéou généralisé. Elle signifierait également la chute des régimes impuissants et bâtards dont nous souffrons. Elle signifierait en même temps « du nouveau »... et une domination totalitaire. Elle signifierait probablement, en U. R. S. S. même, un renforcement des tendances dictatoriales.

Une victoire totale américaine signifierait : les libertés individuelles mises à l'abri. Mais elle signifierait aussi : l'Europe livrée à une colonisation capitaliste, et l'impossibilité de toute révolution européenne, communautaire et personnaliste. Elle signifierait probablement, en Amérique même, le triomphe de la réaction. Du moins pour le moment, car Dieu sait quelle serait la suite.

Certes, nous refusons de croire que la Russie ne soit que totalitaire. Nous savons qu'elle est un ensemble immense, où s'agitent bien des forces diverses. Mais nous croyons que la menace internationale d'aujourd'hui et, peut-être, la guerre mondiale plus tard ne feraient qu'entraver une évolution pluraliste, libertaire et humaine. Puisque nous avons confiance dans l'avenir de l'U. R. S. S., nous voulons contribuer à lui éviter une catastrophe.

De même, nous savons bien que M. Bob Taft n'incarne pas toute l'Amérique. Mais, si l'immense machine de guerre des États-Unis devait se remettre en marche, seuls les esprits primaires, belliqueux, simplistes et réactionnaires, pourraient se maintenir au pouvoir. C'est précisément parce que nous avons confiance dans cette « autre Amérique », disparue provisoirement sous la surface après la mort de Roosevelt, mais appelée à renaître, que nous voulons travailler pour une paix qui, seule, permettra son épanouissement.

Mais est-il pratiquement possible de « ne pas choisir » ?

Nous voyons clairement que l'Europe occidentale sera toujours d'orientation « atlantique ». Géographiquement, économiquement, et aussi par ses vieilles traditions libérales, elle regarde vers l'Ouest. De même, les pays d'Europe orientale ont toutes les raisons pour regarder vers l'Est : il y a leur position stratégique, leur crainte de l'Allemagne, le mauvais souvenir de la Petite Entente et de Munich, il y a enfin la solidarité slave, avec, souvent, des conceptions sociales plus collectivistes.

Cela, nous le reconnaissons. Mais nous disons avec d'autant plus de force qu'il faut garder la solidarité entre les deux parties du continent, qui sera ou bien une tête de Janus et un trait d'union, ou bien un enjeu et un champ de bataille. En Europe, le monde capitaliste et le monde collectiviste se rencontrent et peuvent voir naître une profusion de formes sociales intermédiaires, fortement imprégnées par le génie local et valables en elles-mêmes.

VI

Telle est, selon nous, la mission de l'Europe. Non pas de concilier les inconciliables ou de proposer des compromis bâtards, mais de montrer par les faits que le gentleman anglais et le montagnard serbe peuvent trouver leur propre voie dans l'histoire moderne, peuvent faire leur « révolution » et conserver leurs libertés, — sans se laisser embrigader pour cela dans un front guerrier.

Mais les « Grands » voudront-ils d'une telle solution ?

Il est clair que M. Molotov n'a pas précisément préconisé jusqu'ici la Fédération européenne. Il est méfiant, et on peut le comprendre, car maintes fois on a parlé d'« unité européenne » alors qu'on pensait « bloc occidental ». Mais, d'autre part, je me demande si l'Europe unie — unie vraiment ! — n'est pas pour l'U. R. S. S. au moins une façon d'éviter le pire, le pire étant, justement, la création d'une tête de pont américaine sur le continent. Bien sûr, la perspective d'une bolchévisation rapide (ou plutôt d'une russification, d'une « mise au pas ») disparaîtrait dans ce cas, mais on y gagnerait la certitude que les frontières occidentales de l'Union seraient gardées par une Europe, insoumise mais amie, ouverte à toute collaboration et « neutre » dans le sens stratégique du mot.

En ce qui concerne l'Amérique, le dernier discours de M. Marshall semble ouvrir des possibilités. Elle aussi devra renoncer à « utiliser » une partie de l'Europe en abandonnant le reste. Elle aura affaire à une Europe organisée, pacifiée, prospère. Nous combattons pour l'indépendance européenne, mais il est certain que les U. S. A. trouveront en nous un excellent partenaire et un marché plus qu'intéressant, dès que nous aurons vaincu notre misère et notre désintégration actuelles.

Voilà notre position. Elle peut paraître illusoire à certains. Il est vrai que les difficultés seront innombrables. Mais nous croyons pouvoir affirmer qu'il n'y a pas d'autre issue, ni pour l'Europe, ni pour le monde. Et nous savons dès à présent que, de part et d'autre, il existe des éléments qui, devant l'alternative de l'impérialisme ou du fédéralisme, seraient prêts à examiner la possibilité d'une entente et d'une solution pratique en ce sens.

VII

Mais, en fin de compte, la décision n'appartient pas aux puissances extra-européennes seules. Celles-ci peuvent accepter ou refuser, mais elles ne proposeront rien de valable, si nous restons paralysés. Sommes-nous capables de faire revivre l'Europe ?

Ici, on ne répond que par une foi.

En ce qui nous concerne, nous ne nous étonnons pas de voir que les peuples du continent, étouffant dans leurs États respectifs, soient peu actifs et donnent peu de signes de vitalité. On ne peut pas reprocher à Gulliver, lié par les Lilliputiens, de ne pas bouger. La vie publique s'atrophie dans des partis nationaux bureaucratisés et qui ne se trouvent pas au vrai plan institutionnel, où les problèmes cruciaux se posent. La vie économique ne peut plus prendre son essor, puisqu'elle est écartelée par d'innombrables frontières — et que les nationalisations ne font le plus souvent qu'aggraver les difficultés. Mais s'il y avait la perspective d'une véritable collaboration supranationale, d'une brèche ouverte dans la féodalité étatique — alors on verrait, j'en suis persuadé, affluer des forces insoupçonnées.

Chaque génération a son propre problème : le nôtre, c'est de faire sauter les cadres de l'Etat-nation. Dans un espace plus vaste, la planification redeviendra efficace, tout en laissant une pleine liberté à l'initiative créatrice. Là seulement on pourra vaincre le dirigisme national tracassier, comme l'individualisme libéral désuet. Là enfin, les immenses ressources techniques et spirituelles dont nous disposons pourront être utilisées pour le bien commun.

Car nous pensons que le fédéralisme n'est pas uniquement une méthode pour résoudre certains problèmes de politique internationale. Nous y voyons également une possibilité de faire vivre la société pluraliste que nous souhaitons. Une société où chaque problème isolé serait résolu à l'échelle adéquate : soit famille, soit commune, soit entreprise, soit branche d'industrie, soit fédération régionale européenne, soit institution mondiale. Dans un tel ordre fédéraliste, enfin, les intéressés auraient la possibilité de diriger et de contrôler ce qui leur appartient en propre, mais ils ne travailleraient qu'au sein de communautés plus vastes, devant lesquelles ils devraient rendre compte de leur mandat.

Le fédéralisme, c'est la « troisième voie » entre la centralisation et l'anarchie, entre l'égoïsme des *vested interests* et l'anonymat bureaucratique, entre le morcellement et le molochisme. Il instituerait le régime des solidarités démocratiques et des autonomies librement coordonnées. Dans cette perspective, et dans cette perspective seulement, les démocraties de l'Est et de l'Ouest, celles du type « libéral » et celles du type « social », peuvent se rencontrer et s'acheminer vers des synthèses multiples. Mais la condition primaire de toute cette évolution, c'est, je le répète, le refus total de toute politique de blocs. Car plus la fédération européenne s'orientera dans le sens du fédéralisme intégral, et plus elle s'éloignera des solutions capitalistes ou totalitaires. Plus l'Europe organisera sa solidarité, et plus elle conquerra son indépendance. Moins elle sera colonie de l'Amérique ou satellite de l'U. R. S. S., et plus elle sera fidèle à sa mission de paix.

Juin 1947. H. BRUGMANS.